

## **Association URPS infirmiers libéraux de Bourgogne-France-Comté**

### Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

#### **I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **URPS infirmiers libéraux de Bourgogne-Franche-Comté** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **II. FONDEMENT DE L'OPINION**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

### **III. OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées en page 13 de l'annexe des comptes annuels.

### **IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et, le cas échéant, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **V. VERIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau

## **VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontaine les Dijon,

**Pour la SAS Rocard Audit**  
**Philippe BENOIT**  
**Commissaire aux Comptes Associé**

Signé par Philippe Benoit  
Le 10 mars 2026

 **esignexpert.com** doc\_6AE0  
tx\_kZzm1Z1ZrqBq

# Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	211	
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation		75 000
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	1	136
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		
	Autres produits	207 629	209 540
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>207 842</b>	<b>284 676</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	135 262	93 076
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 960	1 891
	Rémunération du personnel	78 572	69 422
	Charges sociales	28 094	19 216
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	13 854	13 673
	Dotation aux provisions		
	Autres charges	175	175
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>257 918</b>	<b>197 453</b>
	<b>1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER</b>	<b>(50 076)</b>	<b>87 223</b>
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	9 936	5 660
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	<b>2 - RESULTAT FINANCIER</b>	<b>9 936</b>	<b>5 660</b>
	<b>3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT ( 1 + 2 )</b>	<b>(40 141)</b>	<b>92 883</b>
	Produits exceptionnels		259
	Charges exceptionnelles		
	<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>259</b>
	Impôts sur les sociétés	1 695	625
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	50 322	3 866
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		75 000
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>268 100</b>	<b>294 461</b>
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>259 613</b>	<b>273 078</b>
	<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>8 487</b>	<b>21 384</b>
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	<b>PRODUITS</b>		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	<b>CHARGES</b>		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	13 000		13 000	13 000
	Constructions	151 043	34 002	117 041	126 206
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	27 792	17 498	10 294	8 335
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL (I)</b>		<b>191 835</b>	<b>51 500</b>	<b>140 335</b>	<b>147 541</b>
	Comptes de liaisons				
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	14		14	2 392
	Capital souscrit appelé, non versé				
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	195 108		195 108	165 000
	<b>DISPONIBILITES</b>	355 320		355 320	416 996
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	1 325		1 325	545
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>551 767</b>		<b>551 767</b>	<b>584 933</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecart de conversion actif ( V )				
<b>TOTAL ACTIF (I à VI)</b>		<b>743 602</b>	<b>51 500</b>	<b>692 102</b>	<b>732 474</b>

(1) dont droit au bail  
 (2) dont à moins d'un an  
 (3) dont à plus d'un an

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2025	31/12/2024
Fonds associatifs	<b>Fonds propres</b>		
	Fonds associatifs sans droits de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	577 025	555 641
	Report à nouveau		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	8 487	21 384
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>585 512</b>	<b>577 025</b>
	<b>Autres fonds associatifs</b>		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports			
- Legs et donations			
- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables			
Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
<b>Total des autres fonds associatifs</b>			
<b>Total des fonds associatifs</b>		<b>585 512</b>	<b>577 025</b>
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
<b>Total des provisions</b>			
	Comptes de liaisons		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	81 525	131 847
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
<b>Total des fonds dédiés</b>		<b>81 525</b>	<b>131 847</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 404	5 706
	Dettes fiscales et sociales	16 608	12 485
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	54	5 411
Produits constatés d'avance			
<b>Total des dettes</b>		<b>25 066</b>	<b>23 602</b>
	Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>692 102</b>	<b>732 474</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centièmes		8 486,70	21 383,73
(1) Dont à moins d'un an		25 066	23 602
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			



# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis selon les dispositions du Code de Commerce, du Plan Comptable Général, du règlement n° 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, des autres règlements du Comité de la Réglementation Comptable et des textes pris pour leur application.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable Général tel que modifié par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2022-06 du 4 novembre 2022, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2023.

Ce règlement, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, introduit notamment une nouvelle définition du résultat exceptionnel, la suppression de la technique des transferts de charges, ainsi qu'une modernisation des états financiers et du plan de comptes.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **692 102 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **268 100 euros** et un total **charges** de **259 613 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **8 487 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

## **Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat avec frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Achats**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	13 000					13 000
	Constructions sur sol propre	109 575					109 575
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	41 468					41 468
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	1 326					1 326
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	20 550		6 649		733	26 466
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	185 919		6 649		733	191 835
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		185 919		6 649		733	191 835

# Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	11 766	4 190		15 956
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	13 071	4 976		18 046
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	135	265		400
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	13 407	4 424	733	17 098
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>38 378</b>	<b>13 854</b>	<b>733</b>	<b>51 500</b>
<b>TOTAL</b>		<b>38 378</b>	<b>13 854</b>	<b>733</b>	<b>51 500</b>

# Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

31/12/2025

1 an au plus

plus d'1 an

CREANCES		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	14	14	
	Charges constatées d'avance	1 325	1 325	
	<b>TOTAL DES CREANCES</b>	<b>1 339</b>	<b>1 339</b>	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2025

1 an au plus

1 à 5 ans

plus de 5 ans

DETTES		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	8 404	8 404		
	Personnel et comptes rattachés	6 707	6 707		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	7 987	7 987		
	Impôts sur les bénéfices	1 695	1 695		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	219	219		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	54	54		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	<b>TOTAL DES DETTES</b>	<b>25 066</b>	<b>25 066</b>		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

## Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	1 120	2 277	(1 157)	-50,82
<b>TOTAL</b>	<b>1 120</b>	<b>2 277</b>	<b>(1 157)</b>	<b>-50,82</b>

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 404	5 344	3 061	57,28
Dettes fiscales et sociales	9 520	7 486	2 034	27,17
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	17 924	12 829	5 095	39,71

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	1 325	545	780	143,23
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	1 325	545	780	143,23



## Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Patrimoine intégré</li> <li>- Fonds statutaires</li> <li>- Subventions d'investissement non renouvelables</li> <li>- Apports sans droit de reprise</li> <li>- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés</li> <li>- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables</li> </ul>				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	555 641	21 384		577 025
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	21 384	8 487	21 384	8 487
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Apports</li> <li>- Legs et donations</li> <li>- Subventions d'investissement sur biens renouvelables</li> </ul>				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>	<b>577 025</b>	<b>29 870</b>	<b>21 384</b>	<b>585 512</b>

## Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	131 847	50 322		81 524
<b>TOTAL</b>	<b>131 847</b>	<b>50 322</b>		<b>81 524</b>

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
<b>TOTAL</b>				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
ARS - CARNET VACCINATION	3 412			3 412
ARS - TLM PIED DIAB	5 851			5 851
ARS - DIVA ETICSS	47 584	6 672		40 911
ARS - CERTIFICAT DECES	75 000	43 650		31 350
Totalisation	131 847	50 322		81 524

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

Les URPS sont régies par le décret n°2010-585 du 02 juin 2010 émis par le Ministère de la Santé et des Sports et relatifs aux unions régionales de professionnels de santé. L'URPS Infirmiers Libéraux de Bourgogne-Franche-Comté relève du statut des associations loi 1901.

## MODELE ECONOMIQUE DE L'ENTITE

### 1° Objet social de l'entité

L'URPS Infirmiers Libéraux de Bourgogne-Franche-Comté a pour mission de contribuer à l'organisation et à l'évolution de l'offre de santé au niveau régional, notamment à la préparation du projet régional de santé et à sa mise en œuvre. Elle peut conclure des contrats avec l'agence régionale de santé et assurer des missions particulières impliquant les professionnels de santé libéraux dans les domaines de compétences de l'agence. Elle assume les missions qui lui sont confiées par les conventions nationales prévues au titre VI du livre Ier du Code de la Sécurité Sociale.

### 2° Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'union régionale représente l'ensemble des infirmiers libéraux en exercice dans la région Bourgogne-Franche-Comté auprès de l'Agence Régionale de Santé, de l'Assurance Maladie et de tous les acteurs du système de santé.

Une première partie des activités consiste à participer à des réunions thématiques et des groupes de travail animées notamment par l'Agence Régionale de Santé pour faire entendre la réalité du métier d'infirmier libéral et contribuer à faire évoluer l'organisation des soins.

Une deuxième partie des activités consiste à participer à la construction et au déroulé d'expérimentations pilotées soit par l'Agence Régionale de Santé soit par un ou des acteurs du champ sanitaire notamment.

Une troisième partie des activités consiste à concevoir des outils au bénéfice des infirmiers libéraux pour leur exercice quotidien.

Une quatrième partie des activités consiste à apporter des nouvelles connaissances aux infirmiers libéraux par le biais d'actions de sensibilisation, d'information, voire de formation à une thématique en rapport avec l'exercice libéral infirmier.

L'union régionale participe également en parallèle à des réflexions et des travaux inter-URPS BFC.

### 3° Moyens mis en œuvre

Les ressources de l'URPS Infirmiers Libéraux de Bourgogne-Franche-Comté sont constituées notamment par la contribution instituée par l'article L.4031-4 du Code de la Santé publique ainsi que, le cas échéant, par des subventions et concours financiers divers.

### 4° Contributions volontaires en nature

Le modèle économique de l'URPS Infirmiers Libéraux de Bourgogne-Franche-Comté ne nécessite pas l'utilisation de contributions volontaires en nature de manière significative et indispensable.

De ce fait, aucune procédure de traçage et de chiffrage n'a été mise en œuvre.

Cette position résulte de l'indemnisation des heures des élu(e)s, autorisée par décret (art. R4031-8 du code de la santé publique) et pour laquelle les modalités sont décrites dans le règlement intérieur de l'association. L'association compte 2 salariés assurant son fonctionnement au quotidien et la réalisation des missions.

# Annexe libre

Etat exprimé en euros

## FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les changements de méthodes comptables suite à la première application du règlement ANC N° 2022-06 n'ont pas d'impact significatif sur la présentation du résultat de l'exercice 2025

## EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'assemblée générale de copropriété a voté le 09/12/2025 le projet de rénovation énergétique des bâtiments de la copropriété selon le projet en étude depuis deux ans. La quote-part nette à financer par l'URPS est de 27 369€. Selon la décision de l'assemblée, les quotes-parts nettes seront appelées au 1<sup>er</sup> juillet 2026 et le paiement pourra être échelonné d'ici fin de l'année. L'URPS financera sa quote-part nette en fonds propres.

## HISTORIQUE DES CONTRIBUTIONS PREVUES A L'ARTICLE L.4031-4 DU CSP

Exercice	Période de référence	Encssmts nat.	Evolution Enc.	Contribution
2025	01/06/2024 au 31/05/2025	5 108 698,63 €	-0,89%	207 629,09 €
2024	01/06/2023 au 31/05/2024	5 155 711,86 €	-13,72%	209 539,81 €
2023	01/06/2022 au 31/05/2023	5 863 197,80 €	1,29%	238 293,63 €
2022	01/06/2021 au 31/05/2022	5 788 283,09 €	23,24%	235 248,93 €
2021	01/12/2020 au 31/05/2021	4 696 575,76 €	-12,58%	190 879,48 €
2020	01/06/2019 au 30/11/2020	5 372 537,88 €	9,35%	215 594,83 €
2019	01/06/2018 au 31/05/2019	4 912 956,84 €	3,10%	197 152,28 €
2018	01/06/2017 au 31/05/2018	4 765 084,81 €	0,13%	191 218,31 €
2017	01/06/2016 au 31/05/2017	4 758 954,09 €	-3,85%	190 972,30 €

## Annexe libre

Etat exprimé en euros

### ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

#### Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Les engagements en matière de retraite ne sont pas comptabilisés. Le montant des engagements de l'association vis à vis des membres de son personnel s'élève à 2 534 euros.

Les paramètres retenus sont :

- Méthode : prorata temporis
- Départ retraite à l'initiative du salarié
- Age départ retraite : 64 ans
- Taux de charges : 47 % pour Cadres et 30% pour Employés
- Taux actualisation : 3.73 %
- Table mortalité : Table réglementaire TG 05